



84 - VAUCLUSE

## Déclaration liminaire de L'UNSA éducation au CTSD du 29/06/21

Monsieur le directeur académique,

Mesdames et messieurs les membres du CTSD,

Toute l'année, nous avons alerté sur différents points de crispation, concernant la crise sanitaire, les conditions de travail dégradées et en premier lieu celles des directrices et directeurs d'école, mais aussi les attentes fortes de personnels, sur la reconnaissance attendue de la part de l'institution, mais aussi sur la reconnaissance financière ... mais aussi la formation, mais aussi d'autres points, que nous n'aborderons que de manière concise sans liste à la Prévert.

L'UNSA Education veut pointer ici un écart important entre le discours public ambitieux et la réalité vécue par les personnels. Quand publiquement on annonce une révolution quant à la personnalisation de la gestion de chaque agent·e pour une meilleure qualité de vie au travail et un système plus performant, on pressure en interne les différents échelons de notre ministère pour une mise en œuvre immédiate, sans moyens supplémentaires et sans accompagnement des collectifs comme des individus en charge de mettre en œuvre cette évolution.

La volonté du Ministre de moderniser le système comme le dialogue social selon sa feuille de route, dont lui seul possède la légende, se traduit dans les faits par un constat plus que décevant.

L'UNSA Education voit s'installer une RH plus opaque, plus virtuelle, plus anonyme et plus différée au regard de l'urgence des besoins. Jamais les personnels ne se sont sentis aussi peu informés, isolés face à la complexité de leur institution et par conséquent déconsidérés. Nous revendiquons le retour à un dialogue social plus étroit : la loi Fonction Publique n'interdit pas de nous donner des éléments anonymés sur les dispositifs de gestion des carrières par exemple.

A tous les niveaux et sur tous les territoires, malgré un engagement sans faille de tous et toutes pour un service public d'Education de qualité, les personnels exercent dans des conditions de plus en plus dégradées et notre institution est au bord de la rupture. Seul le sens du Service public des agents et agentes permet encore à la « maison » Education Nationale de tenir debout.

*l'éducation,  
notre terrain d'action*

Dans le cadre de la préparation de la rentrée 2021, en février dernier, l'UNSA Éducation avait dénoncé le budget 2021 adopté.

De plus, le déficit des postes de psychologues de l'Éducation nationale, d'AESH et des membres du RASED notamment, contribuent à dégrader la qualité de l'encadrement et de l'accompagnement éducatif et pédagogique.

Pour réussir à dépasser les conséquences de la crise sanitaire et garantir au Service public d'éducation les moyens d'agir, l'UNSA Éducation demande que des moyens budgétaires supplémentaires soient mobilisés. Non seulement, il est encore temps, mais il s'agit d'une obligation morale pour le Gouvernement et le Parlement.

Anticiper la rentrée 2021 est essentiel.

Nous sollicitons par exemple un groupe de travail départemental AESH / PIAL pour tirer un bilan départemental. C'est essentiel.

Dans un même esprit de dialogue social et de transparence, un conseil de formation doit avoir lieu au plus vite.

Concernant l'ordre du jour, nous souhaitons vous remercier pour l'appel à candidature PEMF : comme le demande le SE-UNSA depuis plusieurs années, ce sera le poste de PEMF qui sera déplacé et non la personne. Cela a permis de nommer provisoirement 5 PEMF et amplifie, de fait, le suivi des « entrants dans le métier », auquel l'UNSA éducation est très attachée, en augmentant les candidatures de collègues détenteurs du CAFIPEMF ne souhaitant pas se retrouver sur une autre école que celle où ils sont affectés.

De même, compte tenu des retours des collègues et de la mairie, nous soutenons la fusion des écoles de Grillon.

Comme nous le rappelons chaque année, et comme M le directeur académique vous y étiez engagé, l'UNSA Education, reste ferme sur sa position : des fermetures de classe en fin d'année scolaire sont préjudiciables pour l'ensemble de la communauté éducative touchée. Elles déstabilisent grandement les écoles avec un changement d'organisation trop tardif, créent des situations humainement très difficiles. L'enseignant victime de la fermeture n'a parfois que très peu de solutions de replis.

C'est d'autant plus le cas dans les écoles pour lesquelles une fermeture a déjà eu lieu en février dernier (à Bollène Giono par exemple, cas sur lequel nous reviendrons longuement).

Notre position est et restera claire : une fermeture qui n'a pas été anticipée lors de la carte scolaire de février n'a pas lieu d'être.



*l'éducation,  
notre terrain d'action*

Nous rappelons, même si cela devient récurrent, que la commune d'Avignon subit depuis trop longtemps des tensions au niveau des effectifs, des locaux, ainsi que sur la visibilité des inscriptions scolaires. Nous souhaitons vivement que certaines difficultés soient enfin anticipées par l'ensemble des acteurs concernés.

Certains directeurs ont été informés que le contractuel M2 nommé sur leur décharge de direction ne sera pas présent certains jours (étant en formation) et que leur décharge de direction ne pourrait alors être assurée, et serait « peut-être » rattrapée ultérieurement.

A l'heure d'une nouvelle proposition de loi voulant améliorer les conditions d'exercice des directeurs et directrices d'école, ce type d'annonce n'est pas acceptable.

Pour l'UNSA éducation, les TR fléchés pour les décharges des écoles de 1 à 3 classes doivent également être fléchés pour les décharges des directeurs et directrices complétés par un M2. Un planning à l'année doit pouvoir être établi, et aucun directeur ne doit perdre de jour de décharge.

Sur ce point, rappelons que le tuteur de terrain accompagnant le M2 doit être volontaire, et n'est pas forcément le directeur de l'école ou l'enseignant de classe. Cela ne semble pas clair dans certaines écoles.

Plus globalement, la répartition des PES et des M2 a posé plusieurs difficultés sur le terrain : changement de niveau imposé, jour de travail non choisi, problème de garde d'enfant ... De plus, la répartition des postes a été connue très tardivement, augmentant ces difficultés.

Nous finirons enfin sur un dernier point : nous souhaitons remercier l'administration pour les documents de travail envoyés en temps et en heure, et nous savons que la période est particulièrement dense pour eux.

Cela ne nous empêche pas de réitérer néanmoins notre demande d'inclure systématiquement les effectifs et écoles présentes lors des précédents groupes de travail CTSD et CTSD de Février, afin de faire, de manière logique, le point sur la situation des précédentes décisions, en toute transparence.

Je vous remercie pour votre attention et l'ensemble des équipes de l'UNSA éducation se joint à moi pour vous souhaiter, certes bien en avance, Monsieur le directeur académique et mesdames et messieurs les membres du CTSD, de futures et très attendues vacances reposantes.



*l'éducation,  
notre terrain d'action*